

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources  
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine Manipulation de l'opinion et Dossier

N° 495 du 14.11.2009

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

1 Propagande et Manipulation de l'opinion.

1-1 Amanda Mueller : "Mission Ultime", Utiliser la peur pour vendre la politique israélienne.

1-2 Denis Sieffert : Après le drame, la diffamation ?

3-3 Amir M. Maasoumi : La propagande sioniste se glisse partout.

2 Dossier

2-1 Helena Cobban : Moyen-Orient : la stratégie américaine en proie au doute face à la perte de popularité d'Abbas.

2-2 Azmi Bishara : Elections sous état de siège.

2-3 Chems Eddine Chitour : Pourquoi ne pas parler du vrai mur de la honte de plusieurs kilomètres qui défigure la Cisjordanie.

2-4 Amnesty International : Cisjordanie : 450 000 colons consomment autant d'eau que 2,3 millions de palestiniens soumis à des restrictions,

2-5 El Watan : Territoires palestiniens : La population assoiffée.

3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

3-1 Marche internationale pour la liberté de Gaza .

3-2 Silvia Cattori interview Thabet El Masri - Sujet : Gaza : Un camp de lente extermination ?

3-3 Adel Zaanoun : Les calmants pour échapper à l'enfermement et la violence à Gaza.

3-4 Chérif Boudelal : Israël récompensé.

---

## Tiré a part

---

### 1 Propagande et Manipulation de l'opinion.

#### 1-1 Amanda Mueller : "Mission Ultime", Utiliser la peur pour vendre la politique israélienne.

Tournée intitulée "Mission Ultime", proposée par le groupe israélien de droite Shurat HaDin (centre juridique d'Israël).

Pour 2.795 US\$ (1.895€), plus le billet d'avion et un don d'au moins 500\$ (340€) au groupe qui se vend lui-même comme une association pour les droits de l'homme, les participants passent huit jours à visiter les bases militaires israéliennes, à écouter des conférences données par des responsables militaires, à observer les checkpoints, à se déplacer dans les zones frontalières libanaises et de Gaza, à rencontrer des anciens agents secrets du Mossad, à assister à des tribunaux militaires, à inspecter le mur et à rencontrer des politiciens israéliens en poste. Une partie du projet, qui vise à générer un soutien occidental aux Israéliens, comprend des conférences et des visites sur ce qui est perçu comme les questions actuelles les plus pertinentes : le mur, les checkpoints et les tribunaux militaires. On donne aux touristes un aperçu d'un checkpoint et on les invite à voir les forces militaires à l'œuvre. Ils vont ensuite voir un côté du mur à Qalqilia, un district qui est encerclé et complètement coupé de ses terres.

Visant à vendre aux touristes la notion que les checkpoints et le mur ont réussi à garantir la sécurité israélienne, le groupe assiste également à un procès dans un tribunal militaire présenté comme « observer un procès de sécurité d'un terroriste du Hamas ». Alors que la famille et les amis palestiniens sont interdits d'entrer dans le tribunal, l'accès est accordé aux touristes, avec un exposé sur la procédure par l'un des juges militaires.

La visite a lieu à Ofer, la prison construite sur les terres de Ramallah, où, si la famille et les amis palestiniens peuvent assister à la première comparution, seules deux personnes par prisonniers politiques sont autorisées à entrer, laissant beaucoup d'autres attendant, à l'extérieur des grilles de la base militaire, d'avoir des nouvelles de leurs proches.

Les seules conversations que les participants à cette tournée ont avec les Palestiniens sont pendant des exposés avec ceux présumés collaborer avec l'armée israélienne.

Les sujets de pratiques juridiques discriminatoires, violations des droits de l'homme, harcèlements aux checkpoints, raids nocturnes, destruction des biens et démolition des maisons au bulldozer ne sont pas mentionnés. Bien que Shurat HaDin affirme n'avoir aucune affiliation avec des groupes politiques ou gouvernementaux, il est clair que le gouvernement israélien soutient et approuve ces tournées en permettant aux Occidentaux ce type d'accès.

Une ancienne participante à la tournée Mission Ultime, Melissa Reed, a commenté : « A travers les conférences auxquelles nous avons participé, la tournée a essayé de créer une victimisation d'Israël, tout en vantant ses efforts militaires. J'ai été déçue de voir combien la tournée était partielle, n'offrant pas à un seul Palestinien l'opportunité de parler du conflit. C'est sans aucun doute un programme de propagande. »

Reed est officier de la force opérationnelle anti-terroriste des Etats-Unis. Elle a participé à la tournée à la demande de son employeur. Ayant reçu un itinéraire partiel avant son départ, elle s'attendait à une visite tout-à-fait différente.

« Il est clair que cette tournée est créée pour susciter un soutien pour l'armée israélienne et qu'il cible les Américains, et en particulier les Juifs américains. Faisant partie d'une force opérationnelle anti-terroriste, le 'choc et effroi' qu'Israël présente dans cette visite n'a pas eu sur moi les mêmes résultats qu'il a eu sur la moyenne de la quarantaine d'Américains, non exposés à des opérations militaires et politiques, » dit Reed.

Dès son retour chez elle, elle a commencé à recevoir des mails pro-sionistes.

La première tournée de Shurat HaDin a été organisée en 2003, en réponse à un effondrement du tourisme israélien. Il y a eu 74 participants. En recevant le don minimum obligatoire de 500US\$ par participant, le groupe a gagné au moins 37.000€ en une seule tournée. En 2006, il y a eu 11 tournées, avec une moyenne de 50 participants chacune. Nous n'avons pas pu avoir communication du nombre de tournées organisées depuis 2003, ni du montant réuni par ses visites.

Le centre est situé à Tel-Aviv, et a été créé par Nitsana Darshan-Leitner. Affirmant avoir pris pour modèle l'ONG américaine 'Southern Poverty Law Center', Shuar HaDin se centre sur la défense des litiges des soldats et officiers israéliens, ainsi que sur les actions en justice pour mettre en faillite les soi-disant « organisations terroristes ». Sur leur site web, ils se vantent d'être responsables d'une baisse de 60% des « activités terroristes » à Gaza.

Bien qu'ils prétendent n'avoir aucune affiliation gouvernementale ou religieuse, les déclarations faites dans la presse par Darshan-Leitner et l'itinéraire de la Mission Ultime suggèrent de solides liens militaires, gouvernementaux et religieux. C'est Darshan-Leitner, et Shurat HaDin, qui a demandé l'annulation de l'accréditation du journaliste français Charles Enderlin sur l'affaire Al-Dura en 2000, portant l'affaire devant les tribunaux en 2008, et la perdant.

Shurat HaDin organise de multiples Missions ultimes chaque année, réunissant d'énormes sommes d'argent pour leur organisme en utilisant la peur pour vendre la politique israélienne discriminatoire à des touristes sans méfiance.

Amanda Mueller

17/10/2009

[http://french.pnn.ps/index.php?option=com\\_content&task=view&id=4444](http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4444)

## 1-2 Denis Sieffert : Après le drame, la diffamation ?

Cette image de France 2 montre le jeune Mohamed Al-Dura blotti contre son père, peu avant qu'il ne soit mortellement touché. FRANCE 2/AFP

Le père du jeune Palestinien tué devant les caméras de France 2 en 2000 a porté plainte contre un journaliste de France 3 appuyant la thèse d'une « mise en scène »

Un Palestinien de Gaza qui porte plainte en diffamation contre un rédacteur en chef adjoint de France 3, lequel participe sous pseudonyme à une campagne contre un confrère de France 2, l'affaire n'est pas banale. Elle est pourtant bien réelle.

Il s'agit en fait du nième rebondissement de l'affaire Al-Dura, du nom de cet enfant tué très probablement par des tirs israéliens à Netzarim, dans la bande de Gaza, en 2000, au début de la deuxième Intifada.

On se souvient de ces images de France2 montrant le gamin blotti contre un mur derrière son père. Le petit Mohamed avait fini par être touché mortellement, alors que son père était grièvement blessé. On se souvient aussi de la machination montée par une partie de l'extrême droite sioniste en France, affirmant que ce reportage relevait en fait d'une mise en scène. Les pires horreurs ont alors été écrites impunément sur le sujet : l'enfant ne serait pas mort, et son père n'aurait jamais été blessé.

Depuis lors, des centaines d'enfants palestiniens ont été tués par l'armée israélienne, dont au moins trois cents en décembre et janvier derniers à Gaza, sans que les mêmes milieux ultra-sionistes s'en émeuvent. Mais, dans ce cas, la machination poursuivait un double objectif : brouiller l'impact des images qui avaient parcouru le monde entier ; et peut-être plus encore discréditer le correspondant de France 2 à Jérusalem, Charles Enderlin, dont l'honnêteté et le professionnalisme dérangent.

Au mois de septembre 2008, *Actualité Juive* (n° 1038, daté du 4 septembre) a tenté de relancer l'affaire en publiant une interview d'un médecin israélien, Yehouda David, selon lequel les blessures et cicatrices de Jamal Al-Dura, père de Mohamed, ne résulteraient pas de la fusillade de 2000 mais d'une intervention chirurgicale effectuée par lui-même en 1994.

Cette interview était réalisée par un certain Daniel Vavinsky. Charles Enderlin a aussitôt adressé un droit de réponse à *Actualité Juive* en joignant l'ensemble des pièces médicales réfutant les allégations de ce médecin. L'hebdomadaire a publié le courrier d'Enderlin mais en « oubliant » ces pièces médicales et en supprimant la phrase qui en faisait mention. [« Cijoint le rapport [...] que vous voudrez bien reproduire »]. Ce qui a permis à Vavinsky de conclure sa contre-réponse à Enderlin par ces mots d'un absolu cynisme : « Sur le fond, Charles Enderlin ne répond en rien [...] Qu'il n'hésite pas à nous transmettre tout élément [...]

Nous nous ferons un devoir d'en informer nos lecteurs (1). »

### La machination visait à brouiller l'impact des images et à discréditer Charles Enderlin, dont l'honnêteté dérange.

**Fin 2008, Jamal Al-Dura** a déposé auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance (TGI) de Paris une plainte avec constitution de partie civile pour diffamation, par l'entremise de son avocate, Me Orly Rezlan. La commission rogatoire diligentée au premier semestre 2009 a permis d'identifier l'auteur de l'interview et de la contre-réponse, signées Daniel Vavinsky : il s'agit en réalité de Clément Weill-Raynal, rédacteur en chef adjoint à France 3 et militant « ultra », proche de la direction actuelle du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France). Il se présente lui-même comme « ancien conseiller du Crif sous la présidence de Roger Cukierman entre 2000 et 2007 pour toutes les questions touchant à l'antisémitisme et à la désinformation ».

**Serge Benattar, directeur** de la publication d'*Actualité Juive*, et Clément Weill-Raynal ont été mis en examen pour diffamation par Nicolas Blot, juge d'instruction au TGI de Paris.

Quant à la direction de France Télévision, la voilà de nouveau aux prises avec cette sale affaire. Mais avec la preuve, cette fois, que l'un de ses journalistes agissant sous pseudonyme tente de discréditer un confrère qui se trouve être aussi un collègue appartenant à la même société.

(1) Pour preuve que les pièces médicales étaient jointes dans le démenti adressé par Charles Enderlin à *Actualité Juive*, elles figurent sur le site de l'Union des patrons et des professionnels juifs de France (UPJF) : <http://www.upjf.org/actualiteesupjf/article-14813-145-7-al-dura-pieces-verser-audossier-futur-groupe-travail-dexpertsindependants.html>

Charles Enderlin avait adressé le même texte et les mêmes pièces à *Actualité Juive* et à l'UPJF.

(2) Le site de l'UPJF, site communautaire pourtant réputé radical, a fait preuve en l'occurrence d'honnêteté. Politis du 29 octobre au 3 novembre 2009 - N° 1074

---

### 3-3 Amir M. Maasoumi : La propagande sioniste se glisse partout,

Y compris là où on ne l'attendrait pas, et c'est particulièrement scandaleux quand on essaie d'intoxiquer des enfants du primaire, en misant sur la confiance des parents. Qui se méfierait du journal "Le Petit Quotidien", réservé aux 6-10 ans, et spécialisé dans les histoires de dinosaures et autres animaux ? Et pourtant... Ces éditions pour enfants qui existent depuis 1985, et qui proposent au sein des écoles, par le biais des chefs d'établissements ou des enseignants, des abonnements à "un quotidien amusant pour s'habituer à lire un peu chaque jour", ont commis une "fiche découverte" scandaleuse sur les bombardements israéliens contre Gaza. Nous découvrons en effet que le 8 janvier dernier, c'est à dire au plus fort des massacres israéliens de la population civile gazaouie, les Editions Playbac, prenaient l'initiative de consacrer une "fiche découverte" à cet événement.

Et que peut-on y lire ?

Tout d'abord qu'" **Un pays appelé Israël est de nouveau attaqué par de petites bombes envoyées par le Hamas** " !!! Et que " **Fin décembre, Israël a répondu à ces attaques** ".

Résultat : "**De nombreux civils, dont des enfants ont été tués ou blessés dans ces combats**"

Quels civils ? Quels enfants ? Quels combats ? Nos chères têtes blondes et brunes ne le sauront jamais. Mais "Le petit Quotidien" pose la question " **Pourquoi sont-ils ennemis ?** " et y répond en conseillant notamment de "**relire aussi la fiche sur les camps d'extermination où des millions de juifs ont été tués durant la seconde guerre mondiale**" !!!

Nos enfants (les 6-10 ans) découvriront aussi par la même occasion à propos de la Palestine que "**deux peuples y vivent depuis des siècles** . Mais ne cherchez pas les mots "occupés" ou "occupation" : ils n'existent pas. Les fiches "découverte" ne sont pas faites pour cela, apparemment.

En conclusion : "**Dès 1948, la guerre éclate entre les deux peuples. Depuis, ils n'ont jamais respecté le partage et se battent**"

Certes le partage n'a pas vraiment été respecté : Israël a annexé plus de 80 % des terres palestiniennes à ce jour, et occupe le reste !

*Mais comment peut-on accepter que l'on vienne laver le cerveau des enfants de cette manière ?*

\* Les éditions Playbac se vantent sur leur site ( [www.playbac.fr](http://www.playbac.fr) ) "d'expliquer l'actualité à vos enfants". et de n'"utiliser que des informations totalement fiables ou valorisant le doute quand il subsiste".

Interrogé par téléphone, le service Relations Clients-Abonnements, affirme au demeurant que le quotidien destiné au 6-10 ans "parle exclusivement d'animaux".

C'est pourquoi, il nous semble impératif que vous interpelliez la Directrice Générale des Editions, *Mme Anne-Lous PLANTINGA* :

*CAPJPO-EuroPalestine*

Amir M. Maasoumi

Ambassadeur pour la paix dans le monde,

Publié le 6-11-2009

---

### 3 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

#### 3-1 Helena Cobban : Moyen-Orient : la stratégie américaine en proie au doute face à la perte de popularité d'Abbas.

Voici tout juste deux mois, beaucoup de commentateurs occidentaux jubilaient de voir Mahmoud Abbas, chef à la fois de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et de l'Autorité Palestinienne (AP) intérimaire, basée à Ramallah, faire son comeback et réduire l'influence du mouvement islamiste Hamas au sein de la société palestinienne.

Seulement voilà : ces dernières semaines, des événements en série ont fait littéralement plonger le niveau du soutien populaire à Abbas. Le plus graves de tous fut la réaction, chez les Palestiniens, à une décision d'ajournement prise par Abbas concernant le rapport Goldstone sur les atrocités commises durant la guerre Israël-Gaza (sic) durant l'hiver dernier.

Richard Goldstone, un juriste sud-africain éminent, et procureur en matière de crimes de guerre, a présenté ledit rapport devant le Conseil des Droits de l'Homme de l'Onu, à Genève, le 29 septembre ; il contenait la recommandation, adressée à ce Conseil, de transmettre les conclusions détaillées et surabondantes concernant les exactions des deux parties (sic) au Conseil de sécurité, en vue d'éventuelles suites à y donner.

Mais alors que le Conseil des DH examinait le rapport, le 1er octobre, le représentant de l'OLP exigea qu'il

ajourne sa décision jusqu'au mois de mars, avant toute démarche supplémentaire.

La plupart des Palestiniens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur patrie historique, furent ulcérés. Ils ont exigé de savoir qui avait pris une telle décision, et pour quelle raison. Les soupçons se portèrent très vite sur Abbas soi-même – et ils ne furent en rien allégés par sa déclaration hâtive selon laquelle le mouvement Fatah, qu'il dirige, mettrait sur pied sa propre commission d'enquête interne afin de découvrir de quelle manière cette décision a été prise.

Les médias palestiniens ont fourni deux explications – sans doute se recoupant en partie – sur ce qui aurait persuadé Abbas – ou quelqu'un d'extrêmement proche de celui-ci – de bloquer toute action rapide au sujet du rapport Goldstone.

Une de ces explications tournait autour d'appâts financiers qu'Israël a fait miroiter à une entreprise palestinienne ayant ses entrées à Ramallah, désireuse d'acquérir les faisceaux hertzliens (oups : hertziens !, ndt) lui permettant de mettre sur pied un nouveau réseau de téléphonie cellulaire.

Une autre explication, émanant de l'agence d'information Shahab, avait trait à des formes différentes, sans doute encore plus insidieuses, de chantage israélien.

L'Agence Shahab a en effet fait savoir que des représentants de l'AP/OLP, ici, à Washington, furent convaincus de la nécessité de laisser tomber toute action précipitée sur le rapport Goldstone après qu'on leur eut montré et fait entendre une vidéo et un document audio, qui auraient été enregistrés durant la guerre de l'hiver dernier, dans lesquels Abbas et un de ses conseillers clés en matière de sécurité, Tayyib Abdul-Rahim, suppliaient l'un comme l'autre les dirigeants sionistes de poursuivre, et même d'intensifier leur agression contre Gaza.

Ces allégations ont fait tilt chez de très nombreux Palestiniens qui, durant la guerre, avaient remarqué le refus de la plupart des membres du corps diplomatique pléthorique de l'OLP de dire ou de faire quoi que ce soit qui eût été de nature à contrarier le pilonnage interminable et particulièrement meurtrier de la population de Gaza, composée d'une écrasante majorité de civils, par la soldatesque israélienne.

En Cisjordanie, sur ces entrefaites, les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (sic)(commandée en partie par l'Abdul-Rahim en question) réprimaient la plupart des manifestations qui avaient spontanément surgi contre la guerre, et elles arrêtaient des centaines de militants de la solidarité avec Gaza.

Difficile de dire si le gouvernement israélien voit dans la mise au pilori politique d'Abbas, à la suite de sa décision sur le rapport Goldstone, quelque chose de « bon pour les sionistes », en ceci qu'elle réduit la capacité d'Abbas de négocier au nom de l'ensemble du peuple palestinienne, ou bien quelque chose de regrettable, étant donné l'extrémisme de l'opposition d'Abbas au Hamas ; mais cette mise au pilori, aux yeux d'Israël, était de toutes les manières nécessaire, car c'était un des moyens dont il disposait pour s'assurer du blocage du processus que le rapport Goldstone n'allait pas manquer d'enclencher.

Une chose est claire, en revanche : le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pensait très sérieusement à bloquer toute prise en considération du rapport Goldstone par le Conseil de sécurité.

Les porte-parole du gouvernement israélien ont lâché des torrents de boue contre Goldstone, qui est juif et que sa fille présente pourtant comme un sioniste invétéré.

L'ambassadeur de Netanyahu à Washington, Michael Oren, a déclaré jeudi dernier que le rapport Goldstone était plus insidieux que le négationnisme de l'holocauste par le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Si les recommandations de Goldstone devaient être retenues par la communauté internationale, a ainsi déclaré Oren, cela paralyserait les démocraties occidentales, qui ne seraient plus en mesure de se défendre contre le terrorisme.

Il a aussi relevé l'« intense coopération » dont a bénéficié son gouvernement de la part de l'administration de Barack Obama dans le déminage du « danger » que représentait, à ses yeux, le rapport Goldstone tant pour Israël que pour [le reste de] l'Occident.

Oren et Netanyahu sont sans doute satisfaits d'avoir pu repousser ce « danger ». Mais la manière cavalière dont ils – et apparemment, avec eux, certains responsables américains – ont traité Abbas dans cette affaire a considérablement compliqué le projet de jeu diplomatique que l'administration Obama semblait suivre jusque-là, qui reposait dans une très large mesure sur le renforcement du poids politique d'Abbas et du Fatah par rapport à (et au détriment de) celui du Hamas.

C'est donc l'équilibre politique qui a vient d'être bouleversé – sans doute de manière décisive.

C'est un grand changement par rapport au début du mois d'août, où Abbas avait été applaudi par les dirigeants occidentaux pour avoir organisé avec succès une « conférence générale » du Fatah – la première réunion de cette importance de ce mouvement depuis vingt ans.

La combinaison entre la conférence du Fatah couronnée de succès et les perfusions de finances occidentales dans les veines de l'Autorité palestinienne, où ce fric est contrôlé à la fois par Abbas et son technocrate de Premier ministre pro-occidental Salam Fayyad, ont amené certains gouvernements occidentaux à s'illusionner quant au fait que ces deux hommes auraient été désormais à même de marginaliser le Hamas et de lui faire perdre tout impact réel sur les négociations de paix.

Désormais, ce plan semble bien moins réalisable. La position d'Abbas été fragilisée non pas seulement par les décisions qu'il a prises tout récemment en ce qui concerne le rapport Goldstone, mais aussi par la stagnation totale de la diplomatie de paix de Washington, par l'échec de Washington à obtenir un gel de la colonisation de la part de Netanyahu, comme il avait promis de le faire et, enfin, par la manière humiliante dont Abbas fut contraint à s'engager dans une réunion « à trois voies » avec Netanyahu et Obama, à l'Assemblée générale de l'Onu, à la fin du mois de septembre.

L'envoyé spécial d'Obama George Michell rentrera vendredi de Jérusalem, à la fin de sa septième ou huitième

tournée de navette rapide dans l'ensemble de la région israélo-arabe. Samedi, il sera à Ramallah. Sherine Tadros, une journaliste de la chaîne satellitaire Al-Jazeera, a rapporté depuis Jérusalem Est que les Palestiniens de cette ville « sont très inquiets, en colère, et ils sont de plus en plus déçus par l'approche américaine, qui n'apporte strictement rien de nouveau sur la table [des négociations] ».

En même temps, l'on évoque avec de plus en plus d'insistance, tant chez les Palestiniens que chez nombre d'Israéliens, la possibilité d'une nouvelle intifada. Si cela arrive, l'étincelle sera fort vraisemblablement la vague massive de colonisation et d'activités connexes qu'ont entreprises les autorités israéliennes à Jérusalem Est. De hauts diplomates de pays arabes voisins ont averti qu'étant donné la signification insigne de Jérusalem pour les Arabes et pour les musulmans du monde entier, les effets d'une nouvelle intifada centrée sur la question de Jérusalem risqueraient de se faire ressentir bien au-delà de la Palestine.

Helena Cobban \*

[\* Le dernier ouvrage de l'analyste politique Helena Cobban est *The Israeli-Syrian Peace Talks: 1991-96 and Beyond* (U.S. Institute of Peace, 2000.). Son site ouëbe personnel est à l'adresse ci-après :

<http://helenacobban.org/home.html>

on Australia.to, 9 octobre 2009

Helena Cobban

9 octobre (IPS) –

traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

[http://www.australia.to/index.php?option=com\\_content&view=article&id=14900:mideast-us-strategy-in-doubt-as-abbas-loses-popular-support&catid=116:breaking-news&Itemid=298](http://www.australia.to/index.php?option=com_content&view=article&id=14900:mideast-us-strategy-in-doubt-as-abbas-loses-popular-support&catid=116:breaking-news&Itemid=298)

---

## 2-2 Azmi Bishara : Elections sous état de siège.

Si Abbas accepte un accord de réconciliation avec le Hamas sous l'égide de l'Egypte c'est seulement parce que cet accord lui offre de nouveaux moyens pour écraser ses opposants, écrit Azmi Bishara.

Si les factions de la résistance palestinienne acceptent un accord de réconciliation sous la médiation égyptienne, il faut que le Quartet (USA, Russie, UE, ONU) s'engage à respecter les résultats des élections quels qu'en soient les vainqueurs, et à ne pas imposer au peuple palestinien un nouveau blocus si le gagnant est le Hamas. Cette condition ne vise pas l'Egypte. Elle ne suggère pas davantage que l'accord proposé doit être rediscuté. Elle signifie simplement qu'à moins que les parties internationales concernées ne s'y conforment, l'accord ne sera rien d'autre qu'un moyen pour éliminer la résistance avec son propre aval.

Même si le peuple palestinien n'a pas vu les élections sous occupation comme un moyen de marginaliser la lutte pour l'indépendance et de canaliser les énergies vers des affrontements internes, il reste en droit d'exiger un engagement international sur la condition indiquée ci-dessus. Après tout, les Palestiniens ont déjà tenu des élections, sous surveillance internationale, et ils ont été sanctionnés collectivement pour leurs résultats. De surcroît, les nouvelles élections auraient lieu dans les conditions d'un blocus économique et de l'impossibilité de reconstruire tout ce qui a été endommagé par la guerre israélienne contre Gaza ; c'est-à-dire que ces élections se tiendraient sous la menace.

Si le Quartet, qui est responsable du blocus, ne s'engage pas lui-même sur ladite condition, c'est comme s'il disait au peuple palestinien : « *Vous devez voter pour l'équipe d'Oslo et lui faire confiance pour négocier en votre nom. Non parce qu'elle mérite votre confiance pour des raisons politiques, morales et nationales, ou parce que vous privilégiez les accords de coordination avec Israël pour la sécurité, ou parce que vous êtes favorables à l'équipe d'Oslo, en aucune façon. Non, vous voterez pour elle parce si vous ne le faites pas, vous serez soumis à un blocus implacable et impitoyable que l'ordre officiel arabe ne fera rien pour empêcher et qu'il contribuera plutôt à perpétuer. Et que le blocus qui étrangle Gaza depuis plusieurs années maintenant, ce blocus sera votre guide* ».

Ne nous attendons pas à ce que ceux qui s'amuse à ce jeu électoral pendant que les épées des ennemis de la Palestine planent au-dessus de la tête des électeurs palestiniens ressentent de la gêne ou de la honte. Ce serait trop leur demander à ce stade. Cependant, demandons leur de ne pas nous faire tant de sermons sur la démocratie. Ce n'est pas une élection. C'est une façon d'exiger un serment d'allégeance à la pointe du fusil, qui ne vise pas juste les électeurs, mais aussi leurs enfants qui sont absolument irréprochables. C'est pourquoi les mouvements de résistance ne sont pas soumis au vote avant l'indépendance, ou avant que la défaite de l'occupant ne soit imminente. Pourquoi les gens devraient-ils accorder leurs votes à un mouvement d'indépendance alors qu'un occupant étranger pointe son arme sur leur tête ? Résister exige des sacrifices de la part des combattants de la résistance, mais cela n'exige généralement pas des gens ordinaires de devoir faire le choix, dans un processus électoral, entre résister et nourrir leur famille.

L'accord de réconciliation proposé contient un autre point essentiel qu'on retrouve dans chaque section, c'est celui qui donne au président de l'Autorité palestinienne (AP) une autorité suprême qui ne peut être contestée. Par cette proposition, il a autorité sur la commission électorale, sur le comité de réconciliation nationale et sur le conseil suprême de sécurité. Le président de l'AP est l'un des symboles les plus marquants de la division qui a secoué le peuple palestinien. De fait, il est même saillant au milieu de cette poignée de personnalités les plus impopulaires et les plus provocatrices de la politique palestinienne. Symboliquement au moins, la clause stipulant cette autorité est pour le moins inopportune à ce stade après son comportement scandaleux à Genève.

Les dirigeants de l'AP approuveront probablement la proposition égyptienne de réconciliation sur parole même s'il s'agissait d'un gros volume de 1 000 pages et non d'un document de 28 pages, et même si elle détaillait longuement les façons et les moyens de libérer la Palestine. Pour ces dirigeants, l'accord n'est qu'un préambule à

une chose : les élections. Celles-ci ont été diluées dans un sirop d'expressions mielleuses, comme « *union nationale* » ou encore, « *préserver le bras de la résistance* ». Mais il ne s'agit pas d'un accord de réconciliation. Le climat de réconciliation avec l' « *émirat du mal* », comme le président éclairé de l'AP l'appelle, n'existe pas au départ. Ce qui est proposé est le moyen de récolter les fruits du blocus et de la guerre contre Gaza. Le président de l'AP a publiquement refusé de se réconcilier avec le Hamas. Mais il est d'accord pour un accord de réconciliation parce qu'il lui donnera les outils pour éliminer le Hamas d'une autre façon.

La raison pour laquelle l'AP approuvera l'accord sans discuter sérieusement, même si elle désapprouve une grande partie de cet accord, c'est pour deux de ses dispositions, le reste n'étant que des mots. La première est la reconstitution des services de sécurité à Gaza tels qu'ils existaient avant les dernières élections. La seconde, c'est la tenue de nouvelles élections avant la levée du blocus sur Gaza et la réparation des destructions causées par la guerre d'Israël. L'objectif des élections dans de telles conditions n'est pas la réconciliation et la concorde, mais « l'éradication des effets du mauvais coup » porté par le Hamas.

Naturellement, l'équipe d'Oslo ne sera pas satisfaite si les prochaines élections se déroulent dans les mêmes conditions que celles qui ont régi les élections de 2006. Ce sont des gens qui ont refusé les nouvelles élections présidentielles quand le mandat du président en fonction est arrivé à terme et dont la demande de report des élections présidentielles a été appuyée par la résolution de la Ligue arabe. Pourtant, ils les attendent avec impatience ces élections, non parce qu'ils sont favorables au principe du processus électoral, mais parce qu'ils comptent sur deux facteurs décisifs. Le premier est la conséquence du blocus sur le Hamas et le gouvernement d'union nationale, aggravée par les effets de la guerre d'Israël. Le second est l'existence de ce gouvernement de Ramallah qui n'a pas été soumis à l'usure d'un siège économique et qui, au contraire, a reçu un soutien financier des Etats-Unis et de l'Europe, en dépit du fait que ce gouvernement n'avait pas été élu par le peuple et qu'il était illégitime. Ces deux facteurs combinés, pensent-ils, devraient être suffisants pour informer les électeurs palestiniens qui accorderont leurs suffrages.

Les élections proposées ne sont rien de plus qu'une tentative générale pour détourner la volonté du peuple palestinien. Il n'y a en réalité qu'une seule façon pour les factions de la résistance de faire face à tout cela, c'est d'insister auprès de la communauté internationale pour qu'elle respecte et soutienne les résultats des élections et, simultanément, qu'elle adhère aux principes nationaux et au droit de résister, tout en faisant preuve elle-même d'un comportement démocratique. Ceci toutefois nécessitera certains changements fondamentaux dans le comportement qui a prévalu dans l'autorité au pouvoir dans Gaza. D'autre part, si le Hamas refuse de signer l'accord de réconciliation et que les élections s'organisent « unilatéralement », comme l'équipe d'Oslo l'en a menacé, cela ne conduira qu'à renforcer la division entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, étant donné que Ramallah ne peut peser sur les résultats de telles élections dans Gaza. Des élections unilatérales ne feront que confirmer que l'objectif de l'équipe d'Oslo n'est pas la réconciliation.

Les Etats-Unis et l'Europe, naturellement, savent ce que des élections « normales » signifient et craignent que leur silence sur la proposition égyptienne ne soit considéré comme un accord. George Mitchell, par conséquent, l'a exprimé franchement. Les Etats-Unis n'ont pas approuvé la proposition égyptienne et insistent sur les trois conditions du Quartet : arrêter la violence, s'engager sur les accords précédemment signés et reconnaître Israël. Ceci signifie que les conditions du blocus prévalent toujours et que les Etats-Unis, par la déclaration d'un haut fonctionnaire, ont mis en garde l'électorat palestinien. Au moins, ils ont adressé un avertissement public.

Maintenant, si nous voulons accorder quelques bonnes intentions, nous pourrions soutenir que, peut-être, les Etats-Unis ne comprennent pas les subtilités de la politique déclamatoire arabe. Peut-être ne réalisent-ils pas que ce que les politiciens arabes se disent entre eux ne signifie pas grand-chose ; ou, plus précisément, que leurs phrases signifient beaucoup en tant que moyens d'influence et de manœuvre, mais très peu en tant que textes contraignants. Ils sont capables de rédiger un accord pour une union indéfectible, et se réveiller le lendemain comme s'il n'avait jamais existé, comme Nuri Al-Maliki l'a démontré récemment avec l'accord de coopération stratégique avec la Syrie. Bien sûr, il en va autrement quand des puissances étrangères, même hostiles, sont concernées. Alors, les Arabes sont aussi ardents à se dévouer pour leurs engagements qu'ils sont laxistes à se dévouer pour leurs engagements entre eux, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres questions liées au respect des droits, aux autres cultures et aux interactions internes entre les clans et les sectes. C'est un monde différent où des sectes, des clans, des tribus et des petits rois agissent sur le terrain derrière les façades des Etats et des traités officiels ; d'autres règles s'appliquent alors.

Imaginons qu'un officiel états-unien demande à son homologue palestinien ou arabe, « *Comment pouvez-vous signer un papier comme ça, qui contient des expressions comme "la préservation du bras de la résistance" et "le devoir des forces de sécurité est de résister" (on pourrait se demander à qui) sans dire qu'il faut respecter les accords passés avec Israël ou renoncer à la violence, et surtout reconnaître ledit Etat ?* ». Nous pouvons alors nous représenter l'Arabe ou le Palestinien souriant en coin devant la candeur de l'Américain. « *Tout cela, c'est juste des mots et des formules qu'il nous a fallu mettre au point au cours de longues discussions pour arriver à un document qui pouvait être signé,* » dirait-il. « *Ce qui compte c'est de reconstituer nos organes de sécurité et de nous en sortir le jour des élections. Alors, adienne que pourra. Regardez ce qui est arrivé au Hamas en Cisjordanie, et à tous ceux qui ont l'audace de mettre en doute l'AP et ses accords avec Israël.* »

L'Autorité palestinienne à Ramallah a créé un régime cupide qui prospère sur la perpétuation de l'occupation, la judaïsation de Jérusalem, la marginalisation de la cause des réfugiés palestiniens et la coordination avec Israël pour les questions de sécurité. C'est aussi un régime de terreur, contrairement à tous les régimes que les Palestiniens ont connu, même sous l'occupation directe. Ce régime parodie l'adage libéral occidental de la même manière que les communistes et les nazis ont utilisé le processus démocratique pour obtenir le pouvoir et le

supprimer ensuite. L'adage a été brandi contre les mouvements islamistes plusieurs fois vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Mis à part le cas du Soudan (qui effectivement a fait preuve de tendances les plus dangereuses dans le mouvement islamiste et qui s'est montré opportuniste dans sa manière d'arriver au pouvoir et de l'exercer), mis à part ce cas, c'est le contraire même de ces avertissements éculés qui a été la règle jusqu'à présent dans les pays arabes : ce sont les opposants aux mouvements islamistes qui ont refusé de reconnaître les résultats des votes ou qui ont empêché les élections de se tenir s'ils sentaient que ces mouvements avaient une chance de les gagner. Le cas palestinien offre un exemple classique d'une victoire électorale gagnée par un mouvement islamiste et d'un perdant qui refuse de reconnaître cette victoire. Dans ce cas précis, des puissances extérieures sont intervenues pour renverser le vainqueur et l'empêcher de se relever. Pendant ce temps, le gouvernement de Ramallah, qui jouit de la reconnaissance arabe et internationale, n'est pas un gouvernement issu des urnes. Il a été désigné, avec l'approbation et l'encouragement des Etats-Unis et d'Israël. Les membres de ce gouvernement font preuve de quelque culot quand ils prétendent que la résistance islamiste va se servir des élections pour parvenir au pouvoir pour après fouler aux pieds le processus électoral alors qu'aucun d'entre eux n'a même été élu pour accéder au gouvernement. A la place, ils se sont emparés du pouvoir avec l'aide de l'intervention étrangère après le processus électoral qui avait été reconnu internationalement libre et juste, mais dont les résultats n'étaient pas à leur goût.

Azmi Bishara –

Du même auteur :

[Iran : une autre lecture](#)

[Quel avenir pour la pensée nationale arabe ?](#)

[Annapolis : Madrid redux](#)

[L'Etat des Croisés](#)

[Obtenir de vos victimes qu'elles vous aiment](#)

1er novembre 2009

Al-Ahram Weekly

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=7561](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7561)

---

## 2-3 Chems Eddine Chitour : Pourquoi ne pas parler du vrai mur de la honte de plusieurs kilomètres qui défigure la Cisjordanie.

...obligeant chaque matin des milliers de Palestiniens à faire d'énormes détours pour aller travailler chez les colons israéliens, ou pour rentrer le soir ne sachant pas s'ils peuvent ou non passer selon le bon vouloir et les humiliations au quotidien de la part des soldats. Il est vrai que la Cour Internationale de Justice a déclaré illégal ce mur et a demandé son démantèlement.

Peine perdue. Le mur continue d'être peaufiné: les Palestiniens seront «comme des cafards dans un bocal» pour reprendre l'expression appropriée d'un général israélien...

Le vrai mur de la honte

Marquant le 20<sup>e</sup> anniversaire depuis la chute du mur de Berlin, les Palestiniens ont démolé ce vendredi dans le village cisjordanien de Ni'lin, un pan de mur [d'Apartheid] construit par Israël.

Lors de la manifestation hebdomadaire contre le mur, qui traverse le centre du village situé dans la région de Ramallah et isole les habitants de 60% de leurs terres agricoles, quelque 300 manifestants ont méthodiquement démantelé une section en béton avant que les forces israéliennes n'ouvrent le feu. Ils ont brûlé des pneus et abattu une dalle de béton de huit mètres de haut en s'aidant d'un vérin mécanique pour voiture. «Il y a vingt ans, personne n'imaginait que la monstruosité d'un Berlin divisé en deux pourrait jamais être abattue, mais il n'a fallu que deux jours pour le faire», a déclaré Muhib Hawaja, un des manifestants, au journal israélien Yedioth Aharonot. «Aujourd'hui, nous avons prouvé que nous aussi pouvions l'imposer, ici et maintenant. Ce sont nos terres au-delà de ce mur, et nous n'avons pas l'intention d'accepter son existence. Nous triompherons car la justice est de notre côté.»(4)

Pour rappel. Commencé en juin 2002, le Mur de séparation devrait faire plus de 703 kilomètres de long, soit deux fois la longueur des frontières de 1967 avec la Cisjordanie et quatre fois plus long que le Mur de Berlin. Le Mur atteint à certains endroits 8 mètres de hauteur, plus de deux fois celle du Mur de Berlin. A d'autres endroits, le Mur est constitué d'une barrière métallique électrifiée entourée de tranchées de patrouilles, des fils barbelés et des détecteurs de mouvements. (Comme la ligne Morice en Algérie Ndlr).

Le Mur s'enfonce profondément en Cisjordanie, divisant des villes, des villages et leurs périphéries, séparant les familles. Le Mur empêche les paysans palestiniens d'accéder à leurs terres; les étudiants de se rendre à leurs écoles; les malades, les personnes âgées et les femmes enceintes d'accéder aux soins de santé de base. Pourtant, l'Avis consultatif de la CIJ édicté le 9 juillet 2004, est on ne peut plus clair: «L'édification du Mur qu'Israël, puissance occupante, est en train de construire en territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et autour de Jérusalem-Est, et le régime qui lui est associé, sont contraires au Droit International» (paragraphe 163); «Israël est dans l'obligation de mettre un terme aux violations du Droit International dont il est l'auteur; il est tenu de cesser immédiatement les travaux d'édification du mur qu'il est en train de construire dans le Territoire Palestinien Occupé, y compris à l'intérieur et autour de Jérusalem-Est, de démanteler immédiatement l'ouvrage situé dans ce territoire; Israël est dans l'obligation de réparer tous les dommages causés par la construction du Mur dans le Territoire Palestinien Occupé, y compris à l'intérieur et autour de Jérusalem-Est.» «Cette construction, s'ajoutant aux mesures prises antérieurement, dresse ainsi un obstacle grave à l'exercice par le



peuple palestinien de son droit à l'autodétermination et viole de ce fait l'obligation incombant à Israël de respecter ce droit.» (paragraphe 121) (5). Tout est dit: nous attendons la justice des hommes.

1. William Blum: Le Mur de Berlin, un mythe de la guerre <http://www.legrandsoir.info/Gueriss...>

2. Egon Krenz: «L'avenir sera le socialisme ou la barbarie» José Fort L'Humanité 6 11 2009

3. Pierre Haski Quand Mitterrand tentait de ralentir la réunification allemande. Rue89 15/09/2009

4. 20 ans après la chute du mur de Berlin, les Palestiniens abattent un pan du Mur d'Apartheid. 7 novembre 2009 sur le site [info-palestine.net](http://info-palestine.net) Ma'an News Agency

5. <http://www.oxfamsol.be/fr/Mur-de-separation-en-Palestine-I.html> 10.11.2006

Pr Chems Eddine Chitour, Ecole nationale polytechnique, Ecole d'ingénieurs Toulouse

Source : L'Expression

[http://www.lexpressiondz.com/...](http://www.lexpressiondz.com/)

---

## 2-4 Amnesty International : Cisjordanie : 450 000 colons consomment autant d'eau que 2,3 millions de palestiniens soumis à des restrictions,

En raison des multiples restrictions et discriminations dont ils font l'objet, les palestiniens ne reçoivent pas suffisamment d'eau pour couvrir leurs besoins élémentaires, accuse Amnesty International.

Entre 180 000 et 200 000 d'entre-eux survivent avec 20 litres par jour et par personne, alors qu'Israël, dont la consommation individuelle moyenne est de 300 litres, s'attribue 80% des ressources de l'aquifère de la Montagne, situé pour une grande partie en Cisjordanie.

Amnesty International, 27 octobre 2009

Amnesty International accuse Israël de refuser aux Palestiniens un droit d'accès à l'eau suffisant, en maintenant un contrôle total sur les ressources communes en eau et par l'application de politiques discriminatoires.

Ces mesures restreignent indûment l'accès à l'eau dans les Territoires palestiniens occupés (TPO) et empêchent les Palestiniens de développer un réseau d'eau adéquat.

« Israël autorise les Palestiniens à accéder à seulement une fraction des ressources communes en eau, qui sont situées principalement en Cisjordanie occupée, alors que les colonies israéliennes illégales bénéficient d'un accès pratiquement illimité. A Gaza, le blocus israélien a empiré une situation déjà désastreuse », déclare Donatella Rovera, d'Amnesty International, chargée des études en Israël et dans les TPO.

Dans son nouveau rapport, Amnesty International révèle l'étendue des politiques discriminatoire israélienne sur l'eau et les pratiques qui dénie aux Palestiniens leur droit d'accès à l'eau.

Israël utilise plus de 80 pour cent de l'eau de l' « Aquifère de la Montagne », qui est la principale ressource souterraine en Israël et dans les TPO, tout en limitant la consommation des Palestiniens à seulement 20 pour cent.

Cet aquifère est la seule source d'eau pour les Palestiniens de Cisjordanie, alors qu'Israël en dispose de plusieurs et utilise également à son profit toute l'eau provenant du Jourdain.

Source : Amnesty International

Alors que la consommation d'eau quotidienne palestinienne atteint à peine 70 litres par jour et par personne, cette consommation journalière est supérieure à 300 litres en Israël, soit quatre fois plus.

Dans certaines communautés rurales, les Palestiniens survivent avec à peine 20 litres par jour, ce qui représente la quantité minimum recommandée pour une utilisation domestique dans les situations d'urgence.

Entre 180 000 et 200 000 Palestiniens vivant dans les communautés rurales n'ont pas accès à l'eau courante et l'armée israélienne les empêche souvent de recueillir l'eau de pluie.

En revanche, les colons israéliens, qui vivent en Cisjordanie en violation du droit international, ont des fermes utilisant l'irrigation de façon intensive, ainsi que des jardins luxuriants et des piscines.

Ces colons, qui sont environ 450 000, utilisent autant sinon plus d'eau que la population palestinienne comptant environ 2,3 millions d'habitants.

Utilisation des puits (pumpage) et des sources (discharge) des trois bassins Nord-Est (NE), Est (E) et Ouest (W) de l'aquifère de la montagne. Millions de mètres cube. Source : [PNUD](#)

Dans la bande de Gaza, 90 à 95 pour cent de l'eau provenant de l'aquifère côtier, qui est son unique ressource, est contaminée et impropre à la consommation humaine. Israël n'autorise cependant pas de transférer à Gaza de l'eau en provenance de l'aquifère de la Montagne.

Les restrictions draconiennes imposées ces dernières années par Israël sur l'entrée à Gaza des matériels et équipements nécessaires à la réalisation et la réparation des infrastructures y ont entraîné une détérioration supplémentaire de l'approvisionnement en eau et des réseaux d'assainissement, qui ont atteint un point critique. Pour faire face à ces pénuries d'eau et aux déficiences des réseaux de distribution, de nombreux Palestiniens doivent acheter l'eau, de qualité souvent douteuse, qui est distribuée par des camions-citernes mobiles moyennant un prix beaucoup plus élevé.

D'autres recourent à des mesures d'économie d'eau qui sont préjudiciables à leur santé et à celle de leur famille et qui entravent le développement socio-économique.

« En plus de 40 ans d'occupation, les restrictions imposées par Israël sur l'accès des Palestiniens à l'eau ont empêché le développement des réseaux d'eau et des installations dans les TPO, refusant ainsi à des centaines de milliers de Palestiniens le droit de vivre une vie normale, de disposer d'une nourriture suffisante, d'un accès adéquat au logement ou à la santé, et au développement économique », déclare Donatella Rovera.

En occupant les terres palestiniennes, Israël s'est approprié de vastes zones riches en eau et il empêche les Palestiniens d'y accéder.

Il a également imposé un système complexe de permis que les Palestiniens doivent obtenir de l'armée israélienne et des autres autorités pour développer les infrastructures de l'eau dans les TPO. Les demandes de permis sont souvent rejetées ou subissent de longs retards.

Les restrictions imposées par Israël à la circulation des personnes et des biens dans les TPO aggravent les difficultés auxquelles les Palestiniens font face lorsqu'ils tentent de mener à bien des projets d'adduction d'eau ou d'assainissement, ou même simplement de distribuer de petites quantités d'eau.

Les citernes d'eau sont contraintes à de longs détours pour éviter les barrages militaires israéliens et les routes interdites aux Palestiniens, ce qui entraîne de fortes augmentations du prix de l'eau.

Dans les zones rurales, les villageois palestiniens luttent en permanence pour trouver assez d'eau pour leurs besoins de base, car l'armée israélienne détruit souvent leurs systèmes de récupération d'eau de pluie et confisque leurs citernes.

Dans le même temps, des champs situés dans les colonies israéliennes voisines sont irrigués sous le soleil de midi par des systèmes automatisés, gaspillant beaucoup d'eau, évaporée avant même d'atteindre le sol.

Dans certains villages palestiniens, l'accès à l'eau a été si sévèrement restreint que les agriculteurs sont incapables de cultiver la terre, ou même de faire pousser de petites quantités de nourriture pour leur consommation personnelle ou pour le fourrage destiné aux animaux et ont donc été contraints de réduire la taille de leurs troupeaux.

« L'eau est un besoin fondamental et un droit, mais pour de nombreux Palestiniens obtenir une eau de mauvaise qualité en une quantité qui se situe au niveau de subsistance est devenu un luxe qu'ils peuvent à peine se permettre », déclare Donatella Rovera.

« Israël doit mettre fin à ses politiques discriminatoires, lever immédiatement toutes les restrictions qu'il impose à l'accès à l'eau des Palestiniens, et assumer ses responsabilités en faisant face aux problèmes qu'il a créés, en permettant aux Palestiniens d'accéder à une part équitable de la ressource commune en eau ».

28 octobre 2009

[http://contreinfo.info/article.php3?id\\_article=2863](http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2863)

---

## 2-5 El Watan : Territoires palestiniens : La population assoiffée.

Les Palestiniens ne sont pas autorisés par l'Etat hébreu à creuser de nouveaux puits ou à restaurer les anciens sans permis des autorités d'occupation israéliennes.

Concernant la bande de Ghaza, l'agression militaire israélienne de décembre-janvier derniers a endommagé les réservoirs d'eau, les puits, les égouts et les stations de pompage, des dégâts conjugués à l'embargo israélien imposé à ce territoire palestinien depuis plus de deux ans, poursuit le document de l'organisation. Cette dernière relève également que le système de traitement des eaux usées a été particulièrement touché au moment où l'Etat hébreu interdit l'importation des tuyaux et autres équipements métalliques. En conséquence, les côtes de Ghaza, la mer et les plages sont polluées par l'infiltration des égouts, souligne Amnesty qui appelle Israël à « mettre fin à ses politiques discriminatoires et à lever immédiatement toutes les restrictions imposées aux Palestiniens pour leur permettre un accès équitable à l'eau ».

Au moins 200 000 Palestiniens sont privés d'eau en Cisjordanie, souligne un rapport de l'organisation des droits de l'homme, Amnesty International. Dans son rapport rendu public mardi, Amnesty affirme qu'Israël prive les Palestiniens d'eau alors que ses colons juifs en ont un accès illimité.

Il y est souligné que plus de 80% des ressources s'en vont directement vers Israël contre seulement 20% pour les territoires palestiniens occupés. Dans certaines colonies de l'Etat hébreu, l'utilisation de l'eau est 20 fois supérieure à la quantité d'eau autorisée par les Israéliens aux Arabes ajoute encore le rapport. Amnesty International précise ainsi que la consommation journalière moyenne d'un habitant, calculée par l'Organisation mondiale de la santé est de 100 litres par personne, alors que celle-ci est ramenée à 70 litres pour les Palestiniens. Dans les colonies juives, en revanche, la quantité d'eau quotidienne est de 300 litres par personne ! Une situation qui prouve encore une fois qu'Israël exerce envers les Palestiniens une politique « discriminatoire » note le rapport d'Amnesty. Les comparaisons entre les deux populations font ressortir des différences critiques. « Nous avons des pelouses bien vertes, des piscines et vastes terres agricoles irriguées et de l'autre nous avons des habitants qui doivent se battre pour subvenir à leurs besoins en eau quotidiennement » résume l'organisation internationale.

### Discrimination

Alors que le blocus instauré par l'Etat d'Israël interdit l'importation de matériaux qui serviront à réparer les réseaux d'eau, qu'il à lui-même détruits lors de l'opération « Plomb durci », Amnesty note qu'à Ghaza « 90% des eaux sont polluées ». Natalia Alonso, directrice par intérim du Bureau européen d'Amnesty International, souligne « Actuellement, l'UE et les autres donateurs ne prennent pas en compte ces situations ni le problème dans son ensemble. Ils ne font rien contre Israël lorsque des projets sont mis en péril, se contentant surtout de proposer des solutions provisoires ». Dans une lettre adressée à l'Union européenne,

Amnesty International lui demande de réagir chaque fois qu'Israël compromet les projets qu'elle finance. Elle l'exhorte aussi à « mettre fin immédiatement » à cette condition discriminatoire par la voie diplomatique.

L'Organisation demande en outre à l'UE de lever les restrictions qui empêchent les Palestiniens dans les territoires occupés de jouir de leur droit d'accès à l'eau ; de lever le blocus à Ghaza, et de prendre des mesures afin d'améliorer la coordination avec les autres donateurs. Donatella Rovera, chercheuse d'Amnesty International

sur Israël résume parfaitement l'insupportable déni de droit à l'eau donc à la vie dont sont victimes les Palestiniens : « L'eau est un besoin élémentaire et un droit. Pourtant, pour de nombreux Palestiniens, avoir suffisamment d'eau, même de mauvaise qualité, pour survivre est devenu un luxe qu'ils peuvent à peine s'offrir ».

El Watan -(Algérie) 28 octobre 2009

<http://www.elwatan.com/Territoires-palestiniens-La>

---

---

### 3\_Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

#### 3-1 Marche internationale pour la liberté de Gaza .

Plus d'1 500 000 personnes entassées sur un bout de terre avoisinant les 360 km<sup>2</sup>, soit près de 4000 hab./km<sup>2</sup>, coincées entre l'Égypte et Israël, vivant (ou plutôt survivant) dans des conditions de vie inhumaines, en manque d'eau, de nourriture, de médicamentsâ | faisant face, sans moyens matériels, à de nombreuses maladies dont un grand nombre infantilesâ | Voici un sinistre aperçu de ce qu'est la triste réalité des Gazaouis.

La bande de Gaza, condamnée sans jugement à une mort à petit feu par un blocus total de la part d'Israël depuis maintenant 2005, blocus dénoncé par Mr Richard Falk, envoyé spécial du comité des droits de l'Homme de l'ONU, comme étant un « crime génocidaire ». La bande de Gaza, saccagée et saignée à blanc lors de l'agression d'une violence sans précédent perpétrée par l'armée israélienne il y a de cela presque un an, véritable massacre avec plus de 1300 morts, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, des milliers de blessés, des infrastructures rasées (hôpitaux, écoles etc.)â |

La bande de Gazaâ |

Un être humain est-il capable de regarder cette réalité et de fermer les yeux ? Malheureusement ouiâ | Mais n'est-ce pas son devoir de dénoncer les violations commises sur ses congénères ?

Nous, AFD (Alliance for Freedom and Dignity), qui luttons pour le respect des droits humains quels qu'ils soient, vous appelons et avec force à exprimer pacifiquement votre indignation devant le sort réservé aux Gazaouis et à faire votre nécessaire pour les aider en rejoignant la grande marche internationale pour la liberté de Gaza le 1er janvier 2010, « Gaza Freedom March », initiée des États-Unis et visant à rompre le blocus de Gaza, dénoncer les crimes commis par Israël et exprimer notre solidarité concrète avec les Palestiniens.

La grande marche internationale, composée de militant(e)s mais aussi de personnalités médicales, associatives, syndicales, politiques ainsi que des artistes et des intellectuels de tout bord, aura lieu le 1er janvier 2010 et tentera de rentrer par Rafah (Égypte) pour traverser la bande de Gaza et se rendre à Jérusalem, le coeur de la Palestine. Elle sera rejointe par le mouvement anticolonialiste israélien et des organisations de Palestiniens.

AFD (Alliance for Freedom and Dignity) invite chacune et chacun à participer à cette grande marque de solidarité envers le peuple palestinien, et ce quelque soit ses origines, ses tendances, sa couleur.

« L'humanité devra mettre un terme à la guerre, ou la guerre mettra un terme à l'humanité. » (J.-F. Kennedy)

26 Octobre

Pour plus d'informations et/ou vous inscrire : [www.protection-palestine.org](http://www.protection-palestine.org)

<http://www.afdfrance.fr/afd/en-france/actualite-choisie/85-actualites-choisies/276-marche-internationale-pour-la-liberte-de-gaza.html?5b423ff5212ace00b06a3d44191cf1d3=4d8d61e224aa41d1ff1d543844d41927>

---

#### 3-2 Silvia Cattori interview Thabet El Masri - Sujet : Gaza : Un camp de lente extermination ?

Thabet El Masri, Directeur de l'Unité de soins intensifs de l'Hôpital Shifa, un hôpital public de la bande de Gaza, répond ici aux questions de Silvia Cattori concernant la récente augmentation du nombre de bébés, nés avec des malformations.

**Silvia Cattori** : En juin, vous avez commencé à être préoccupé par une augmentation du nombre de bébés nés avec des malformations. Nous serions très intéressés d'avoir votre évaluation médicale et de connaître le résultat de l'étude que vous avez menée au sujet de ce phénomène inquiétant. Pouvez-vous nous dire quel est le rapport des anomalies congénitales prénatales et postnatales constatées dix mois après les attaques sur Gaza, par comparaison avec la même période en 2008, en termes de nombre de cas concernés ?

**Thabet El Masri** : Oui, j'ai suivi le phénomène continu de bébés nés avec une malformation congénitale. J'ai calculé le nombre de bébés nés avec des malformations congénitales en juillet, août et septembre 2009. J'ai comparé ces trois mois avec les mêmes mois en 2008. Voici les chiffres : En juillet 2009, il y a eu à l'Hôpital Shifa 15 cas de ce genre, contre 10 en 2008 ; en août 2009, il y a eu 20 cas, contre 10 en 2008 ; et en septembre 2009, 15 bébés sont nés malformés, contre 11 en 2008. Le nombre moyen de naissances à l'Hôpital Shifa est d'environ 1'100 par mois.

**Silvia Cattori** : Lorsque ce rapport est sorti, il a causé beaucoup d'émotion et d'inquiétude. Beaucoup de gens ont immédiatement attribué l'augmentation des malformations congénitales chez les fœtus avortés et nouveau-nés, à l'utilisation par l'armée israélienne d'obus au phosphore blanc. Est-ce justifié ?

**Thabet El Masri** : Nous pouvons soupçonner, mais nous ne pouvons pas confirmer, que c'est l'utilisation d'armes chimiques par Israël qui a causé cette augmentation des malformations congénitales.

**Silvia Cattori** : Les bébés atteints de malformations congénitales viennent-ils tous des populations habitants dans les camps de réfugiés particulièrement soumises aux bombardements israéliens ? De quelles zones viennent les mères ?

**Thabet El Masri** : Les bébés souffrant de malformations congénitales viennent de partout dans la bande de Gaza. Mais la moitié des femmes qui ont donné naissance à des bébés frappés de malformations proviennent du camp de réfugiés de Jabaliya.

**Silvia Cattori** : Que pouvez-vous faire dans la présente situation à Gaza pour rassurer les femmes enceintes qui sont maintenant très inquiètes ?

**Thabet El Masri** : En fait, rien. Il n'y a rien que nous puissions faire pour garantir que leurs bébés seront normaux. Comment pourrions-nous empêcher la présence de produits chimiques qui peuvent causer des défauts de naissance ?

**Silvia Cattori** : Y a-t-il des embryologistes à Gaza qui sont capables de faire des tests génétiques ?

**Thabet El Masri** : Nous ne sommes malheureusement pas équipés pour effectuer des tests génétiques pour voir si les anomalies congénitales sont dues seulement à des facteurs génétiques et non pas aux produits chimiques. Au bout du compte, c'est un problème de génétique, mais les produits chimiques pourraient bien être responsables de ces mutations.

**Silvia Cattori** : Qu'en est-il des chercheurs internationaux qui ont pris des échantillons en 2006 pour être testés dans des laboratoires européens ? Y a-t-il déjà eu des résultats ?

**Thabet El Masri** : Comment pouvons-nous résoudre ce problème ? Si les facteurs chimiques sont responsables, cela est très difficile à prouver. Comment pouvez-vous prouver que les produits chimiques sont à l'origine de ces mutations ? Comment pouvons-nous être sûrs que les Israéliens ont utilisé des substances interdites ?

**Silvia Cattori** : Nous comprenons que, en tant que médecin, vous êtes profondément inquiet et que, dans la situation désespérée actuelle, vous avez besoin d'urgence d'une aide internationale ?

**Thabet El Masri** : Oui. Je voudrais suggérer quelque chose qui pourrait nous aider, sans épuiser nos ressources financières limitées dans le domaine de la recherche génétique, laquelle nécessite une énorme quantité d'argent. Pour le dire simplement : il serait extrêmement utile de convaincre les Israéliens de ne pas répéter à nouveau la guerre chimique de l'hiver dernier.

**Silvia Cattori** : Quels types de pathologies observez-vous chez les nouveau-nés de cet été ? Pouvez-vous nous donner quelques exemples des défauts de naissance constatés ?

**Thabet El Masri** : Vous trouvez des problèmes du système nerveux central, hydrocéphalie, anencéphalie et d'autres malformations comme les cardiopathies congénitales et les obstructions du tube digestif. Les problèmes rénaux sont très fréquents. Les malformations visibles sont rares : les problèmes sont généralement internes. Maintenant, vous voyez quels sont les problèmes auxquels nous devons faire face. Les mères sont sans défense, nous n'avons pas de réponses pour elles. Elles savent que nous sommes tous seuls dans cette situation. Elles ne peuvent que prier. C'est la seule chose qu'il leur reste.

**Silvia Cattori** : Vous n'avez pas de contacts à l'extérieur ?

**Thabet El Masri** : Nous n'avons absolument aucun contact à l'extérieur. Je vous ai donné un aperçu du problème principal. Comme je l'ai dit, il y a une probabilité que les produits chimiques pourraient être une des causes de la tendance à la hausse des défauts de naissance, parce que ceux-ci ont augmenté depuis l'assaut de décembre et janvier. Toutefois, cette conclusion est impossible à prouver.

**Silvia Cattori** : Nous vous remercions.

Le 15 octobre 2009

Traduit de l'anglais par JPH

Source: [Mondialisation http://www.michelcollon.info/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2349:gaza-un-camp-de-lente-extermiation-&catid=6:articles&Itemid=11](http://www.michelcollon.info/index.php?option=com_content&view=article&id=2349:gaza-un-camp-de-lente-extermiation-&catid=6:articles&Itemid=11)

---

### 3-3 Adel Zaanoun : Les calmants pour échapper à l'enfermement et la violence à Gaza.

Abou Atallah est dépendant aux analgésiques. Comme beaucoup de Gazaouis, il a trouvé refuge dans les calmants pour apaiser ses angoisses.

"Je ne suis pas accro mais le fait est que je suis incapable de dormir sans prendre une ou deux pilules pour me calmer", confesse ce père de cinq enfants.

Il ne peut plus se passer de Tramadol, un analgésique que l'on appelle "Tramal" dans la bande de Gaza, et dont la popularité inquiète les autorités du Hamas, le mouvement islamiste qui contrôle ce territoire palestinien.

Abou Atallah, 39 ans, a commencé à prendre du "Tramal" après la mort de sa fille de 12 ans, tuée durant l'offensive de l'armée israélienne contre la bande de Gaza l'hiver dernier. Sa maison a été détruite, ce qui a contraint toute la famille à louer un petit appartement dans le centre-ville.

"La population de Gaza est toujours en train d'attendre la prochaine guerre avec Israël, ce qui la maintient dans un état de stress et de tension permanente, qui s'ajoute au chômage et à la misère", explique Samir Zaqout, un psychiatre.

Abou Abdallah, 45 ans, prend lui du "Tramal" depuis trois ans qu'il est au chômage, incapable de survenir aux besoins de sa famille. "Au début, j'ai pris un +Tramal+ que m'a filé un ami, et je me suis senti mieux. Je suis vite

passé à cinq pilules par jour".

L'étroite bande côtière où s'entassent 1,5 million de Palestiniens, qui vivent principalement de l'aide humanitaire étrangère, est soumise à un strict blocus d'Israël depuis la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas en juin 2007. Quant à l'Egypte, au sud, elle n'ouvre sa frontière avec ce territoire qu'au compte-goutte. Ce blocus ne laisse entrer que les produits de première nécessité --comme les médicaments justement. Depuis deux ans, témoignent docteurs et travailleurs sociaux, il y a une augmentation de la consommation de médicament et de haschisch.

Un médecin de Gaza raconte ainsi avoir reçu à l'hôpital un jeune homme qui avait avalé 20 comprimés de Tramadol en un seul jour et qui en avait encore deux dans la poche.

La drogue n'a pourtant jamais été très répandue dans la bande de Gaza, où la société reste profondément conservatrice et religieuse.

La police du Hamas tente de réagir. Elle a récemment présenté 22 kg de haschisch et quelque 4.000 comprimés, surtout du "Tramal", saisis lors d'une opération antidrogue.

"Nous luttons sans pitié contre le trafic de drogue et nous avons réussi à éliminer entièrement le commerce et l'usage de la cocaïne", se félicite Sami Yaghi, le patron de la lutte antidrogue du Hamas.

"Le principal obstacle est l'absence de contrôle aux points de passage, que l'ennemi israélien exploite pour faire entrer tout ce qu'il veut", accuse M. Yaghi, reconnaissant que la drogue arrive aussi via les tunnels de contrebande construits sous la frontière avec l'Egypte, qui alimentent le marché noir local et sont régulés par le Hamas.

"Certains jeunes viennent chaque jour acheter des analgésiques, comme le Tramadol, mais nous n'en vendons pas sans ordonnance", assure un pharmacien de Gaza.

Résultat, ils se tournent vers le marché noir où la répression policière a fait exploser les prix des analgésiques, désormais cinq fois plus chers qu'en pharmacie.

"Avant, ce n'était pas interdit mais maintenant que ça l'est, j'essaie d'arrêter", affirme Abou Abdallah.

Adel Zaanoun

04/11/2009

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=109866&language=fr>

---

### 3-4 Chérif Boudelal : Israël récompensé.

Voici ci-après les informations données par le journal « LE MONDE » et l'AFP le 13.10.09

#### « Israël va participer à des manœuvres de l'OTAN en Méditerranée »

« La marine israélienne va participer à des manœuvres navales de l'OTAN en Méditerranée, a annoncé mardi un porte-parole militaire. Il s'agira de sa première participation à ces manœuvres, dont la date n'a pas été précisée, organisées dans le cadre d'une "guerre globale contre le terrorisme", selon le quotidien *Maariv*.

Le quartier général de l'OTAN a approuvé la semaine dernière l'intégration de la marine israélienne au sein de la force, qui patrouille en Méditerranée dans le cadre de l'opération "Active Endeavour" de prévention du terrorisme, a ajouté le journal. Cette force, qui opère depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, comprend une dizaine de vaisseaux soutenus par des sous-marins et des avions.

Leur mission est d'empêcher des attaques contre des bateaux et la contrebande d'armes. Cette force contrôle les navires suspects et accompagnent les bâtiments de l'OTAN susceptibles d'être attaqués jusqu'à leur passage du détroit de Gibraltar. Israël avait demandé d'intégrer cette force il y a deux ans. Mais la décision avait été reportée à plusieurs reprises. Le feu vert à la participation israélienne a été donné au chef de la marine, l'amiral Eliezer Marom, lors d'une récente visite aux Etats-Unis, a ajouté le quotidien israélien. L'OTAN et Israël ont conclu en décembre dernier un accord renforçant leur coopération militaire et dans la lutte contre le terrorisme. »

#### Une promotion pour les criminels, récompensés par les « démocraties occidentales » !!!

- Une belle récompense pour l'Etat d'Israël, après avoir commis des crimes contre l'humanité et poursuivi en justice par des milliers d'institutions à travers le monde et par ses victimes. En plus de ces crimes contre l'humanité à Gaza, il est accusé d'avoir fait assassiner par son armé des centaines de Palestiniens et prélever leurs organes à des fins commerciales. Oui, les amis on les trouve dans des circonstances difficiles comme celles-ci, qu'ils soient des victimes ou des agresseurs, peu importe !

- Faut-il espérer qu'un jour ces complices de tous poils soient poursuivis en justice à leur tour ? Ce n'est pas impossible. A condition que les peuples se libèrent de leur fardeau de la culpabilité éternelle qu'on leur a collée à la peau pour retrouver leur dignité bafouée par ceux qui agissent en leur nom pour soutenir la barbarie. A ce moment-là, ils pourront leur demander eux-mêmes des comptes. Il est temps que ces peuples se réveillent, manifestent leur colère et exigent de leurs dirigeants de les respecter et respecter les missions pour lesquelles ils ont été élus.

Chérif BOUDELAL –  
4 novembre 2009

---

### 3-5 Lemaide Madjid : Lettre ouverte au président de la république.

CONCERNANT LES RAPPORTS FRANCE ISRAEL

Mise en cause des ONG israéliennes palestiniennes, rejet du rapport Goldstone, soutien aux méthodes de l'armée israélienne...l'ambassadeur Bigot, "représentant [de la France] en Israël est sorti de la réserve qui incombe aux fonctionnaires appelés à occuper des fonctions de représentation diplomatique."

#### DEVOIR DE RESERVE

Monsieur le Président de la République Palais de l'Élysée 55, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Saint-Denis, le 02 novembre 2009

Lettre ouverte d'un élu de République au Président de la République Monsieur le Président, Je vous fais cette lettre, que vous lirez peut-être si votre statut d' « omniprésident » vous en laisse le temps.

Nous le savons, les représentations officielles de l'Etat français sont la voix de la France. Ceci, que l'ambassade soit en Belgique ou.... en Israël.

C'est la voix de la France qui est écoutée et entendue, votre voix, Monsieur le Président, quand les ambassadeurs, y compris lorsqu'il s'agit de M. BIGOT, ambassadeur de France en Israël, s'expriment.

L'ambassade de France en Israël n'est pas le salon particulier de M.

BIGOT dans lequel ce dernier peut prendre ses aises et tenir les propos qu'il souhaite et en l'occurrence ici, pour absoudre Israël de toute faute.

Le Canard enchaîné a mis en lumière les graves dérapages de ce fonctionnaire, et le fait que ceci n'ait pas été relevé par les autres médias n'est pas anodin.

Votre représentant en Israël est sorti de la réserve qui incombe aux fonctionnaires appelés à occuper des fonctions de représentation diplomatique. Nous ne pouvons accepter, je suis sûr que vous en conviendrez, que l'ambassadeur ne soit pas sur les mêmes positions que le Président de la République.

Parmi ses illustres déclarations, qui remettent en cause les ONG israéliennes et palestiniennes, le Rapport de l'ONU du juge GOLDSTONE, - adopté par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU – et, fait grave, la politique française dans cette région du monde, on peut relever notamment : « J'ai du mal à croire que des soldats israéliens aient tué délibérément des civils palestiniens ».

Le bilan sinistre de Gaza en est pourtant la triste preuve : en 22 jours, 1300 Palestiniens ont été tués, dont plus de 410 enfants et 108 femmes, selon le dernier bilan des services d'urgences de Gaza. Plus de 5300 personnes ont été blessées. Comme le souligne également le Canard enchaîné, de nombreux témoignages de soldats de Tshal contredisent les propos du diplomate français.

On relèvera aussi, de la part de votre éminent représentant en Israël, concernant les agissements de Tshal à Gaza : « Nous savons bien comment l'armée israélienne opère à Gaza. Nous savons que ce n'est pas le cas ». Les Palestiniens, notamment les familles des victimes, apprécieront ces propos, frappés du sceau de la France.

Ensuite, il contredit nettement les positions officielles françaises, notamment sur l'exigence - partagée avec les USA - d'un gel total des colonies. M. BIGOT estime utile de rajouter que « demander à Israël un gel total des colonies [n'est pas] réaliste ».

Vous venez, Monsieur le Président, de cosigner avec Gordon BROWN, et je vous en félicite, un courrier pour réclamer.....le gel total des colonies.

Peut-être M. BIGOT n'en a-t-il pas eu copie. En ces temps de libéralisation postale, c'est en effet une hypothèse plausible.

Enfin, et les Palestiniens de Gaza apprécieront, il légitime pratiquement le blocus infligé par Israël, et va même jusqu'à conditionner la levée du blocus à la libération de Gilad SHALIT. Selon M. BIGOT, sans libération du soldat d'occupation, « Israël ne peut pas envisager une réouverture de Gaza ».

En tant que citoyen, militant de la paix, et en tant qu'élu de la République, je suis particulièrement choqué par ces propos qui vont non seulement à l'encontre des missions et prérogatives d'un fonctionnaire en poste dans une ambassade française à l'étranger, mais également et surtout contre les positions officielles de la France.

En ces temps d'impunité totale d'Israël, et dans une période où même le Ministre KOUCHNER n'est pas autorisé par Israël à se rendre à Gaza afin de constater la reconstruction de l'hôpital que la France contribue à financer, nous n'avons pas besoin d'un diplomate qui se veut la voix de Tshal et le porte-parole du gouvernement israélien.

Je vous rappelle, bien que vous en ayez décidé ainsi, que la France n'a pas pris part au vote au Conseil des Droits de l'Homme sur l'ONU sur le rapport GOLDSTONE, refusant donc clairement de reconnaître la responsabilité d'Israël lors des massacres de Gaza.

Plus généralement, côté français, la politique du « deux poids deux mesures » est à l'oeuvre, et vous en êtes, Monsieur le Président, l'un des tout premiers responsables. Vous comprendrez donc aisément que je ne puisse pas, comme des millions d'autres citoyens, accepter votre politique à l'égard de la question palestinienne.

On constate en effet tous les jours ce « deux poids deux mesures » quand il s'agit de près ou de loin d'Israël. Le cas de Salah HAMOURI est exemplaire. La France se contente du strict minimum pour « sortir » ce citoyen franco-palestinien de prison où il est détenu arbitrairement. Et vous-même, Monsieur le Président, vous êtes en passe de faire du cas de Gilad SHALIT, soldat franco-israélien de l'armée israélienne, une cause nationale, avec pour vous aider dans cette lourde tâche, la quasi-totalité des médias français bien-pensants.

Après Ingrid BETANCOURT, nous attendons que vous alliez chercher les otages français « où qu'ils se trouvent ». Salah HAMOURI en fait partie, et je suis d'ailleurs disposé à vous y accompagner.

En dépit de désaccords sur une grande partie de vos positions, nous ne pouvons de surcroît, accepter que vos représentants, à l'étranger, réécrivent les relations franco-israéliennes, et donc franco-palestiniennes, à l'aune de leurs propres convictions.

C'est indéniablement le cas de M. BIGOT qui a confondu l'ambassade de France en Israël, avec une quelconque tribune politique.

Fort logiquement, ce fonctionnaire, qui contrevient indéniablement à ses missions, doit être rappelé à l'ordre et revenir sur ses propos publiquement. Je n'imagine pas que ce diplomate ait reçu de telles consignes du Quai d'Orsay ou de l'Élysée, visant à affaiblir la portée de l'agression israélienne perpétrée à Gaza, véritable prison à ciel ouvert.

Vous devez donc, pour que la clarté soit faite, vous démarquer clairement des positions prises par votre ambassadeur. Il y va, vous le savez de l'honneur de la France. La France se doit, et vous l'avez encore fait récemment, de condamner et faire condamner l'occupation israélienne et ses conséquences désastreuses sur la société palestinienne.

Si M. BIGOT n'était pas pour le moins, rappelé à l'ordre, le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien et les militants de la paix seraient plongés dans l'incompréhension la plus totale.

Nous déciderions alors des suites à donner à cette affaire qui ne va pas dans le sens de l'apaisement qui vous est cher.

Je saisis cette occasion pour vous signaler que j'ai fait parvenir à votre Ministre des Affaires Étrangères, une lettre ouverte, restée sans réponse, celle-ci est encore disponible sur

[http://lemonde.fr/opinions/chronique/2009/04/26/la-palestine-libre-c-est-pour-quand\\_1185190\\_3232.html](http://lemonde.fr/opinions/chronique/2009/04/26/la-palestine-libre-c-est-pour-quand_1185190_3232.html) - 6 Novembre 2009

Ne doutant pas de l'attention que vous porterez à ce courrier, ni de la prompte réponse que vous y apporterez, recevez, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

Madjid MESSAOUDENE

Conseiller municipal de Saint-Denis

[http://www.alterinfo.net/LETTRE-OUVERTE-AU-PRESIDENT-DE-LA-REPUBLIQUE-CONCERNANT-LES-RAPPORTS-FRANCE-ISRAEL\\_a38893.html](http://www.alterinfo.net/LETTRE-OUVERTE-AU-PRESIDENT-DE-LA-REPUBLIQUE-CONCERNANT-LES-RAPPORTS-FRANCE-ISRAEL_a38893.html)

---

### 3-6 Lettre ouverte aux censeurs de Dieudonné.

Défense de la Liberté d'opinion: "Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire" (Voltaire)

Lettre ouverte aux censeurs de l'humoriste Dieudonné, à travers la Lettre que j'ai envoyée à Patrick Lozès, président du CRAN \*

Bonjour Patrick,

La liberté d'expression ne se divise pas.

Elle n'est pas à géométrie variable: On peut tout dire contre les Musulmans, et rien contre les Juifs, de plus en plus chatouilleux, susceptibles.. Dans ce dernier cas, on est aussitôt taxé d'antisémitisme. Et de quoi, dans le premier ?

On peut même cracher sur le Prophète de l'Islam... Que n'aurait-on pas dit, à juste titre, si on crachait sur Abraham le Père des croyants !

L'humour juif est légendaire. Mais se peut-il qu'on puisse rire de tout - sauf précisément des Juifs ?

Et pourquoi ce privilège ?

Patrick, as-tu vu le sketch de Dieudonné qui a mis le feu aux poudres, sur les Juifs ultras ? Moi, c'était il y a pas mal de temps, et alors je ne savais même pas ce qu'est le sionisme, j'ai bien ri. Regarde-le, sincèrement: Est-il vraiment si terrible que ça, ou seulement un sketch drôle ? Les Juifs seraient-ils devenus intouchables comme les vaches sacrées en Inde ? N'oublie pas que le même Dieudonné a eu la dent aussi dure contre les Musulmans. Sans que cela ne dérange personne. Pourquoi ? Vois-tu, cher Patrick, l'une des causes du terrorisme est la frustration d'une frange d'individus face au deux poids deux mesures. Un attentat tue deux Israéliens, on crie au scandale. Les Israéliens tuent jour après jour les Palestiniens, même les écoliers, même les paysans dans leurs champs pour voler le fruit de leur travail, même les ambulanciers... et aujourd'hui, suite aux bombardements même avec des armes interdites, les Palestiniennes mettent au monde des enfants malformés. Qui s'en émeut ? La compassion est-elle toujours du même côté ? Or il s'agit là d'une extermination qui ne dit pas son nom. Terrifiant ! Et silence criminel de la communauté, complice... Et tout cela alors que les Palestiniens sont les victimes innocentes de la Shoah commise par NOUS Occidentaux ! D'ailleurs, je pose une question: Le terrorisme d'Etat de l'Occident, de l'OTAN en particulier (En Yougoslavie, en Irak, ou aujourd'hui en Afghanistan ou au Pakistan, sans bruit...), n'est-il pas plus grave que le terrorisme du pauvre qui n'a que son corps pour arme ?

Ceci étant dit, Dieudonné a fait son travail de comique, il a fait rire.

Mais voilà: Des Musulmans, on rit. Des Juifs, on dénonce. Est-il à ostraciser, à dénoncer, à poursuivre, à haïr pour cela ?

C'est une injustice historique.

Par ailleurs, concernant l'affaire Faurisson, je ne la connais pas bien. Je dirais seulement que Dieudonné a, semble-t-il, remis le prix de l'INFREQUENTABILITE à Faurisson. Il n'a pas remis le prix de la fréquentabilité, que je sache. Alors, je pose une question: S'il avait remis le prix de la fréquentabilité, que se serait-il passé ??? Aurait-il été lynché voire traîné sur un bûcher - pour un délit d'opinion ?

Patrick, le racisme est une abomination. Anti Noir, Rouge, Jaune, Blanc, antisémite contre les Sémites Juifs ou Musulmans etc. Mais en ton âme et conscience, ne crois-tu pas, toi le porte-parole de minorités opprimées,

ostracisées, que l'indignation de "l'Elite" est déplacée ? On déplore toujours la moindre trace de début de soupçon d'embryon de critique des Juifs, et on s'acharne, aujourd'hui, contre les Musulmans, au point de rêver de chocs de civilisations contre eux. Toi qui à travers tes frères a subi l'inique, ne peux-tu te battre pour que l'équité préside aux décisions ? Aujourd'hui, dans un même élan - servile ? - toutes les personnalités se croient obligées de dénoncer la moindre attaque d'Israël, même humoristique, et en même temps, de tirer à boulets rouges sur les Musulmans. "Est-il permis de critiquer Israël", se demandait à juste titre Pascal Boniface dans un livre désormais célèbre ? Non, apparemment. Et c'est très grave, car on amalgame tout. Pire encore, aujourd'hui l'inexcusable antisémitisme a fait place à la non moins excusable islamophobie. Alerte, terrain glissant !

Quand un humoriste du talent de Dieudonné subit une véritable chasse aux sorcières, quand un homme comme lui est littéralement excommunié et ostracisé simplement parce qu'il s'est moqué aussi des Juifs (comme du reste), c'est que quelque chose ne tourne plus rond dans le Royaume de France. Vas-tu donner ton aval à cela ? La France, d'ailleurs, n'a jamais été aussi proche de la dictature; Le CRIF, intransigeant, y est pour beaucoup. L'atmosphère, aujourd'hui, est malsaine. Moi-même, je vais très vite arrêter d'écrire sur mon blog r-sistons à l'intolérable, et seulement envoyer de temps à autre un article sur différents sites comme Alterinfo, Oulala, Mondialisation.ca, Agora Vox, Nouvelobs, Le Grand Soir, etc . Car on sent de plus en plus une chape s'abattre sur notre pays, peser sur nos précieuses libertés. On n'a plus autant envie d'écrire. C'est effroyable, pour un auteur, pour le public, pour un pays, surtout comme celui de la patrie des Droits de l'Homme ! Patrick, toi le défenseur des Noirs ostracisés, tu ne peux, tu ne dois pas te prêter à cette injustice historique. Dieudonné n'est pas un pestiféré, il est un humoriste de talent, et un homme libre. La liberté connaît-elle une limite ?

Quand on commence à étouffer et à fustiger la liberté parce qu'elle touche des gens particulièrement puissants, alors la tyrannie est proche. [Au secours, Voltaire !](#)

Patrick, au nom du combat que tu mènes, justice doit être faite. Pour tous. Il n'y a pas d'exception. Ce sera ton honneur.

De toutes façons, l'Histoire, et la postérité, jugeront. Et ceux qui aiment l'humour, un humour vraiment libre, ont déjà jugé...

[Eva R-sistons à l'inique...](#)

<http://r-sistons.over-blog.com/>

---

### 3-7 Détestable travail d'Hillary Clinton

Le détestable travail d'Hillary Clinton au Proche-Orient doit être récusé par la France et par les Européens. Hillary Clinton en tournée au Proche-Orient fait le détestable travail politique que Barak Obama avait déjà commencé. Après avoir affirmé que le rapport Goldstone, qui identifie les crimes de guerre israélien à Gaza, complique les efforts de paix, elle enjoint les Palestiniens à commencer des négociations sans condition d'un arrêt total de la colonisation. Celle-ci constitue pourtant le principal problème et obstacle à lever pour s'engager dans la voie d'une paix juste et durable.

Cette politique encourage l'impunité et constitue un soutien direct à la politique extrémiste de B. Netanyahou. L'administration américaine ne contribue pas à la paix, au contraire. Elle encourage la colonisation israélienne dans les territoires occupés. Ses pressions illégitimes sur les Palestiniens ne peuvent qu'accentuer les tensions et des risques de confrontation déjà importants. Il s'agit d'un mépris explicite des droits des Palestiniens profondément inacceptable. La France et ses partenaires européens doivent exprimer clairement leur désaccord et l'exigence du respect des résolutions des Nations Unies.

[Communiqué du Parti communiste français](#)

1er novembre 2009

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1026>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19